

## France-Russie : les liaisons dangereuses ?

samedi 15 février 2020, par [Françoise THOM](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Françoise THOM](#), **France-Russie : les liaisons dangereuses ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 15 février 2020.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Les incertitudes venues des Etats-Unis depuis l'élection de D. Trump - probablement avec le soutien au moins indirect de la Russie - génèrent des inquiétudes dans les pays de l'Union européenne, le plus souvent membres de l'OTAN. Puisque nous ne pouvons plus compter comme par le passé sur Washington, comment se saisir de la question russe ? La lecture et l'analyse des sources russes permet de mieux appréhender les représentations et les calculs géopolitiques de diverses composantes de la Russie à l'égard de la France.**

*« Dans l'avenir peut-être le plus proche, la Russie se révélera la plus forte de tous en Europe. Cela résultera du fait qu'en Europe toutes les grandes puissances seront réduites à rien, et par une cause fort simple : elles seront toutes épuisées et minées par les aspirations démocratiques insatisfaites d'une énorme partie de leurs sujets des classes inférieures, de leurs prolétaires et indigents. En Russie cela ne peut absolument pas se produire : notre demos est content, et plus il ira, plus il sera satisfait [...] Et c'est pourquoi il ne restera qu'un colosse sur le continent européen : la Russie ». Fiodor Dostoïevski, Journal d'un écrivain*

*« ...L'homme qui se pose en politicien réaliste ne tient pour réelles que les bassesses de l'homme, seules valeurs qui lui semblent sûres ; il n'agit pas par conviction et ne table que sur la contrainte et la ruse. » Robert Musil, Tagebücher*

LE TOURNANT d'Emmanuel Macron vers la Russie a surpris nombre de commentateurs. Alors que Macron candidat à la présidentielle de mai 2017 se démarquait de ses trois principaux concurrents rivalisant de russophilie, en quelques mois il se serait comme métamorphosé en « auxiliaire » du Kremlin. Déjà lors du Forum de Saint Pétersbourg le 25 mai 2018 la presse russe avait noté qu'« Emmanuel Macron était étonnamment soumis à Vladimir Poutine. Parfois il semblait avant tout préoccupé de répéter ses thèses l'une après l'autre » [1]. Et de fait nous entendons dès cette période le président français déclarer qu'il « respecte le rôle renforcé que [la Russie](#) se donne dans son environnement régional » (bel euphémisme parlant d'un pays ayant dépecé ses voisins indociles à trois reprises), affirmer qu'il fallait reconnaître à la Russie [une sphère d'influence dans l'espace ex-soviétique](#) (aucun dirigeant occidental n'avait osé jusqu'ici faire une telle déclaration en public), que [l'OTAN](#) n'avait pas tenu ses promesses faites à la Russie, que l'Occident et surtout les États-Unis étaient responsables de la dégradation des relations avec la Russie [2], bref tous les poncifs de la propagande du Kremlin étaient déjà présents à l'appel. En outre, le président Macron n'hésitait pas à agrémenter son propos de kitsch slavophile à grand renfort de citations de L. Tolstoï. Son « alignement » sur le discours du Kremlin est tel qu'en septembre 2018, après son allocution aux ambassadeurs, on se demande plaisamment en Russie si ce discours n'a pas été rédigé par les services du ministre des Affaires étrangères S. Lavrov. La presse russe titre : « C'est la fin de l'OTAN : Macron veut que la Russie défende l'Europe des États-Unis » [3]. Dans ses propos ultérieurs le président français évite de mentionner la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, parle d'un « irritant » qu'il faut éliminer, de « malentendus » à surmonter, reprend à son compte la funeste formule « l'Europe de Lisbonne à Vladivostok ». « L'Europe n'est pas toute entière absorbable dans l'Occident », précise-t-il lors de la conférence de presse après la rencontre avec Poutine à Brégançon (19 août 2019). Le discours du président Macron aux ambassadeurs d'août 2019 suscite l'extase des propagandistes du Kremlin : « La France reconnaît la fin de l'hégémonie occidentale », titre *RIA Novosti* à grand fracas. « C'est un cri dans la tombe », s'exclame le commentateur Mikhaïl Leontiev, qui voit dans les propos du président français

l'indice de la chute prochaine de l'Europe. Et on suppose déjà au Kremlin ce qu'il faudra exiger de la France pour que la Russie daigne conclure « une alliance géopolitique » avec l'Europe : « Paris va devoir offrir des bonus sérieux, et d'abord [la solution au conflit ukrainien](#) » [4].

---

Article à lire absolument de Françoise Thom sur la politique de la France envers la [#Russie](#).

Le plus important ici (car trop peu perçu par beaucoup) est la manière dont la propagande du Kremlin exploite nos faiblesses & approximations narratives. [@diplowebhttps://t.co/PPAPMbdZg1](https://t.co/PPAPMbdZg1)

— Nicolas Tenzer (@NTenzer) [February 17, 2020](#)

---

Aux yeux des dirigeants russes, tous les espoirs semblent permis. On escompte que le président français fera pression sur Kiev pour forcer l'Ukraine à capituler en acceptant toutes les exigences russes qui reviennent à la liquidation de l'État ukrainien. [En Iran, le régime des ayatollahs](#) allié de Moscou étant en difficulté à cause des sanctions américaines, qu'à cela ne tienne : le président Macron propose un prêt européen de 15 milliards de dollars pour fournir un ballon d'oxygène au gouvernement iranien et lui permettre de contourner les sanctions. De même, le projet macronien d'une Europe de « cercles concentriques » a tout pour plaire au Kremlin car il s'agit d'opposer un groupe de pays européens d'orientation pro-Kremlin aux pays qui résistent à l'expansion russe. Comme le dit Hubert Védrine, si Macron « arrive à déclencher un processus, d'autres Européens suivront, et il pourrait y avoir un effet d'entraînement plus large » [5]. Cette scission organisée de l'Europe communautaire rappelle la « tactique du salami » utilisée dans les futures démocraties populaires en 1945-7 pour isoler et neutraliser les « partis bourgeois » et ne laisser au pouvoir que les « moscoutaires ». C'est aussi cette méthode qui a été employée par Moscou pour la réintégration de l'espace ex-soviétique. A Moscou on apprécie qu'elle soit proposée aujourd'hui à l'Union européenne par la France [6]. Autre geste auquel Moscou a été sensible, la France a bloqué en 2019 l'élargissement de l'UE à la Macédoine du Nord et à l'Albanie. Cette décision semble favoriser les ambitions russes d'hégémonie dans les Balkans. Et pas seulement dans les Balkans : « [La Géorgie](#) va devoir s'adapter à la situation créée par le président français Emmanuel Macron qui empêche tout nouvel élargissement de l'Union européenne [...] Ainsi on a signifié à la Géorgie sa place géopolitique historique [...] Il reste à voir à quel point les Géorgiens auront du mal à abandonner leur rêve européen... » [7] Bref la prédiction formulée en 2014 par Alexandre Douguine, l'idéologue de l'eurasisme, semble en passe de se réaliser : « Nous proposerons à l'Europe [8] d'être à nous, nous y installerons simplement un protectorat [...] Ainsi l'Ukraine et la Géorgie ne sauront plus vers qui se tourner. En allant vers l'Europe, c'est vers nous qu'elles seront ramenées [...] Il n'y aura plus de frontières, l'Union européenne

entrera dans l'Union Eurasienne dont elle fera partie » [9].



### **Paris, le pont Alexandre III, destiné à symboliser l'amitié franco-russe**

Situé non loin du Quai d'Orsay (à droite sur la photo), le pont Alexandre III permet d'enjamber la Seine pour rejoindre le Petit et le Grand Palais, puis les Champs Elysées. Inauguré pour l'Exposition universelle de Paris en 1900, ce pont était destiné à symboliser l'amitié franco-russe, instaurée par la signature de l'alliance conclue en 1891 entre l'empereur Alexandre III (1845-1894) et le président de la République française Sadi Carnot. La première pierre fut posée par le tsar Nicolas II de Russie, l'impératrice Alexandra Fedorovna et le président Félix Faure le 7 octobre 1896.

*Wikipedia*

Cerise sur le gâteau, la politique de l'Élysée brouille toujours plus la France avec ses partenaires européens [10], ce qui la poussera à resserrer ses liens avec Moscou. Elle aura peut-être pour résultat imprévu de faire une Europe unie - contre la France. En attendant le président français collectionne les compliments de la presse russe : « Macron est devenu le nationaliste n°1 en Europe [...] Il se conduit comme Marine Le Pen », s'émerveille le journal *Vzgliad* [11]. La diatribe du président dans *Valeurs Actuelles* contre les passeurs ukrainiens a fait les délices de Moscou : « Le monde entier est fatigué des Ukrainiens, au point que la tolérance européenne cesse de fonctionner » [12]. Cette attitude française est d'autant plus appréciée que la Russie, qui connaît un excédent de décès sur les naissances depuis quatre années consécutives et une baisse de l'immigration, s'inquiète fort de voir le nombre de migrants en provenance de l'Ukraine décroître car le gros du flux migratoire ukrainien s'oriente maintenant vers les pays de l'UE, alors que la Russie a lancé un ambitieux programme facilitant aux Ukrainiens l'accès aux passeports russes. Autre signal apprécié : Bruno Lemaire, le ministre de l'Économie, promet à Moscou de mettre en place un mécanisme permettant de contourner les sanctions d'ici 6 mois [13]. Le Kremlin n'était pas enchanté de l'opération d'Erdogan contre les Kurdes en Syrie (2019), mais il a immédiatement vu le bon côté des choses, la crise provoquée au sein de l'OTAN par le comportement turc, toléré à la fois par Trump et Poutine. Et c'est le président Macron qui s'est chargé d'exploiter la brèche en proclamant « [la mort cérébrale](#) » de l'OTAN et d'appeler avec une insistance redoublée à un « partenariat stratégique avec la Russie » [14]. Continuant sur sa lancée, la France se dit prête à discuter la proposition de moratoire dans le déploiement des [missiles de courte et de moyenne portée](#), ce qui privera l'OTAN de la possibilité de déployer des armes équivalentes, gelant l'avantage russe dans ce domaine (les missiles 9M729 déjà déployés). Cette démarche française, non concertée avec nos partenaires de l'OTAN, a suscité une nouvelle vague d'indignation en Europe [15].

Ceci nous mène au volet le plus prometteur du programme macronien aux yeux des dirigeants du Kremlin, une modification de l'architecture de sécurité européenne, au terme de laquelle [la Russie](#) remplacera les États-Unis. A en croire le président français, l'OTAN n'a d'autre ennemi que le « terrorisme », qu'elle doit combattre de concert avec la Russie, spécialiste en la

matière : c'est la thèse du Kremlin depuis des années. « L'Europe disparaîtra avec l'effacement de ce moment occidental et le monde sera structuré autour de deux grands pôles : les États-Unis d'Amérique et la Chine. Et nous aurons le choix entre des dominations », déclare le président français dans son discours programmatique aux ambassadeurs en 2019, arguant qu'une entente avec la Russie permettra aux Européens d'échapper à ce triste sort, l'Europe communautaire devant cesser d'être le théâtre d'une lutte stratégique entre les États-Unis et la Russie. Les commentateurs russes interprètent ainsi les propos du président Macron : « C'est seulement avec la Russie que l'Europe peut se réaliser comme super-projet, capable de jouer sur un pied d'égalité avec la Chine et les États-Unis », grâce aux « ressources en matières premières de la Russie et à son potentiel nucléaire égal à celui des États-Unis » [16]. L'ex-ambassadeur russe Alexandre Orlov estime de son côté que « la Russie peut apporter un supplément d'âme à l'Union européenne » qui « ne fait plus rêver » [17]. En fait de « supplément d'âme » la Russie se voit plutôt redevenir le gendarme de l'Europe, non sans en tirer profit bien sûr : « L'allergie de l'Europe à la poudre peut nous permettre de développer un business rentable. Ce n'est pas sans raison que Vladimir Poutine a proposé les services de la Russie pour assurer la sécurité européenne. La démonstration éloquentes des possibilités russes en Syrie peut nous servir d'excellente réclame dans ce domaine. Pour paraphraser lord Ismay, on peut dire que l'espace de sécurité commun discuté par Macron et Poutine lors du forum de Saint Pétersbourg peut se construire selon la formule : « Les États-Unis doivent être boutés hors d'Europe, les intérêts de la Russie en Europe doivent être pris en compte, l'indépendance de l'Europe doit être soutenue » » [18]. C'est donc d'un renversement d'alliance dont il s'agit - du moins l'espère-t-on à Moscou. Le président Macron semble s'engager dans [un partenariat stratégique avec un pays liberticide armé jusqu'aux dents](#), dont le chef n'hésite pas à se livrer au chantage nucléaire, dont les ingérences dans la vie politique de pays voisins et de pays moins voisins sont notoires, - et ce prétendument pour échapper à la domination d'autres puissances dont l'une ne cache pas son désir de repli sur soi et dont l'autre se trouve au moins à bonne distance.

Venons-en aux justifications de ce tournant vers la Russie données par le président français. Ce qui frappe sur le fond, c'est l'extrême faiblesse des arguments invoqués. Il y a d'abord le refrain cent fois ressassé selon lequel « la Russie est européenne ». On voit que le président français n'a jamais regardé la télévision russe qui crache quotidiennement sa haine à l'égard des Européens.

---

## **Vidéo. Comment les télévisions russes présentent-elles l'Union européenne ?**

Huit émissions des 3 principales chaînes russes : « Perviykanal », « Rossia 1 » et « NTV » ont été analysées sur la période qui va de juillet 2014 à juillet 2017. La campagne présidentielle française de 2017 est donc incluse.

[Plus d'informations sur cette vidéo](#)

---

Plus sérieusement, quelle a été la **trajectoire de la Russie durant l'après-communisme** ? Une brève période « occidentaliste », jusqu'en 1993, date à laquelle le président Eltsine chasse son parlement à coup de canon. Puis se dessine un vaste reflux qui aboutit à l'élection de Vladimir Poutine (2000). Durant le règne de ce dernier l'exécration de l'Europe va prendre une grande ampleur, avec une propagande d'État instillant quotidiennement l'europhobie aux Russes. Un sondage réalisé en octobre 2019 révèle que 37% des Russes se considèrent comme Européens, tandis que 55% estiment que la Russie n'est pas un pays européen (ils étaient 36% à soutenir ce point de vue en 2008). Les élites russes européanisées sont contraintes de s'exiler. Sur le plan de l'organisation de la société le constat va dans le même sens. L'autocratie traditionnelle s'est reconstituée. Bref, depuis 20 ans il y a divergence croissante de la Russie avec l'Europe communautaire. Car **le critère fondamental de l'européanisation est l'émancipation de la société par rapport à l'État**. Dans ce domaine c'est à une régression que nous assistons. Par ailleurs, la manière dont la Russie traite l'Europe chez elle et dans son voisinage proche montre quel est son rapport véritable avec l'Europe : il a suffi que l'Ukraine se réclame de son choix européen (2013-2014) pour qu'elle se retrouve amputée et en proie à une guerre d'usure alimentée par le Kremlin, comme la Géorgie avant elle (2008). Du reste le président Macron sent la faiblesse de ses arguments ; c'est pourquoi il invoque une prétendue tradition libérale en Russie, appelle en renfort Dostoïevski et Tolstoï. Kant et Goethe étaient de grands Européens (à la différence de Dostoïevski et Tolstoï) mais leur œuvre passée ne justifiait pas pour autant la collaboration avec le Reich hitlérien.

Le dernier argument dont on nous rebat les oreilles est celui du « pivot vers la Chine » dont il faudrait dissuader la Russie en l'« arrimant à l'Europe ». On nous dit qu'il faut faire des concessions unilatérales à la Russie pour la détourner des sirènes de Pékin. C'est présupposer que le rapprochement russo-chinois est le résultat d'un choix rationnel du Kremlin. En réalité il résulte de la convergence de deux ressentiments à l'égard de l'Occident. Il s'explique par la passion dominante du Kremlin : la haine des démocraties libérales et la haine de la liberté. La Chine est un partenaire coriace pour la Russie, elle lui tient la dragée haute derrière les suaves refrains célébrant la « multipolarité. » Mais Poutine file doux devant les camarades chinois, remisant l'arrogance dont il fait étalage avec les Occidentaux. Tout récemment, dans son discours de Valdaï, Poutine a employé le terme d'« alliance » avec la Chine. Les deux pays vont développer leur coopération militaire et déployer des efforts communs pour contrôler Internet. Le choix de l'entente de la Russie avec la Chine peut être comparé à celui de l'alliance de l'URSS avec Hitler en 1939. Dans les deux cas on a une politique d'"*apaisement*" de la Russie à l'égard de la puissance la plus dangereuse pour elle, mais l'important aux yeux des dirigeants du Kremlin est de damer le pion aux démocraties libérales – c'est dans le même esprit que le pacte Ribbentrop Molotov (23 août 1939) vient d'être commémoré dans les médias russes.

Le président français aime les excursions historiques. Le rapport sino-russe rappelle les relations entre la Horde d'Or et la principauté de Moscou. Les princes de Moscou, écrit l'historien russe Karamzine, « prirent l'humble titre de serviteurs des khans, et c'est par là qu'ils devinrent de puissants monarques » [19]. En effet ils devinrent les percepteurs pour le

compte des Mongols, assurant la soumission des populations russes, et grâce à cette collaboration purent bénéficier de leur appui dans leurs guerres contre les puissances européennes de l'époque.

Ce qui frappe encore dans cette attitude française, c'est le refus de tirer les leçons de précédents pourtant suffisamment récents pour qu'ils ne soient pas oubliés. On pense au « *reset* » lancé par le président Obama en 2009. Ses conseillers en matière russe, Michael McFaul et Celeste Wallander, s'imaginent alors qu'il est possible de trouver des terrains d'entente avec la Russie « qui engendreront de la bonne volonté et seront couronnés de succès rapides » [20]. C'est exactement le genre de propos dont on nous régale aujourd'hui. Chacun connaît la suite : McFaul devenu ambassadeur en Russie fit l'objet d'un harcèlement odieux par les Jeunesses poutiniennes parce qu'il avait manifesté des sympathies pour l'opposition russe, Obama fut pris de cours au moment de l'annexion de la Crimée malgré les avertissements de ses services. Il ne voulut jamais reconnaître l'échec total de sa politique russe, et ce fut l'une des raisons qui le poussa à ne pas réagir même quand l'ingérence russe dans la campagne électorale américaine (2016) devint patente. Un scénario similaire semble se dessiner en France. La dénonciation par le président de « l'État profond » existant soi-disant en France est de mauvais augure. « Je sais que beaucoup d'entre vous ont parfois fait leur carrière à conduire des dossiers où tout les a conduit à avoir de la défiance à l'égard de [la Russie](#), parfois à juste titre », précise le président dans son discours aux ambassadeurs en 2019. Il laisse entendre qu'il faut court-circuiter les experts, ceux qui ont une expérience et une connaissance des agissements russes, et mettre le compteur à zéro, agir comme si [la Russie](#) n'avait pas agressé deux de ses voisins (Géorgie, Ukraine), comme si elle n'expédiait pas des commandos de tueurs hors de ses frontières, comme si elle ne liquidait pas physiquement les opposants et les journalistes, comme si elle ne tenait pas à bout de bras les plus répugnantes dictatures pour la seule raison qu'elles sont anti-occidentales. Il est difficile de concevoir une politique plus dangereuse au moment où l'Europe communautaire traverse une zone de turbulences, où une politique étrangère modeste de solidarité européenne et de renforcement du pilier européen de l'OTAN serait de mise.

Mais revenons aux ambitions de Poutine. [La Russie](#) escompte que la France étant passée dans son orbite, il ne restera plus aux autres États européens, eux aussi depuis longtemps travaillés par la propagande et la subversion du Kremlin, qu'à suivre l'exemple français. Ainsi se verra couronnée la politique du Kremlin, qui depuis le début a consisté à venger la Russie des affronts que lui ont prétendument infligé les Occidentaux, et dont le catalogue est constamment ressassé par le président russe. Ceux-ci ont divisé les élites soviétiques et causé l'éclatement de l'URSS ? Le Kremlin leur a rendu la monnaie de leur pièce en attisant la polarisation dans les pays occidentaux, au point de les rendre ingouvernables, et en favorisant le Brexit (2016-2020), premier pas vers la désagrégation de l'UE et l'élimination des Anglo-saxons d'Europe. Les Occidentaux ont voulu l'indépendance du Kosovo (17 février 2008) ? Moscou riposte en détachant deux provinces de la Géorgie rebelle (Ossétie du Sud, Abkhazie). Les Occidentaux ont provoqué la chute de Kadhafi (2011) ? Qu'à cela ne tienne, Moscou a maintenu Bachar el Assad en selle en Syrie et se donne en 2020 les moyens d'installer au pouvoir son favori en Libye.

Mais le péché originel des Occidentaux aux yeux des dirigeants du Kremlin a été commis durant la période 1946-1949, lorsque l'engagement en Europe des Américains a empêché Staline de réaliser son projet d'hégémonie européenne. Il faut comprendre que dans l'esprit de

ce dernier, Yalta n'était pas un partage de l'Europe. Roosevelt lui avait dit que les troupes américaines seraient retirées d'Europe dans les six mois qui suivraient la fin de la guerre. Staline avait bâti ses calculs sur ces promesses. Les accords de Yalta devaient lui permettre d'installer ses hommes dans les pays occupés par l'Armée rouge, de bétonner sa zone, en attendant le départ des Américains pour avancer en Europe occidentale. Staline le dit amicalement à Thorez en novembre 1947 : « les [communistes] yougoslaves ont agi avec succès mais ils doivent largement leur victoire au fait que l'Armée rouge a libéré leur pays. Si Churchill avait retardé d'un an l'ouverture d'un second front dans le Nord de la France, l'Armée rouge serait entrée en France. Nous avions dans l'idée d'atteindre Paris... » [21]. Ainsi s'explique [l'obsession des dirigeants du Kremlin pour la victoire dans la Grande Guerre patriotique](#) : dans leur esprit il s'agit de leur titre à l'hégémonie européenne, dont ils ont momentanément été frustrés par la présence militaire américaine en Europe et la création de l'OTAN (1949). Toute la politique de l'URSS, de Staline à Gorbatchev, a consisté à chercher à affaiblir le lien transatlantique, à diviser [les pays de l'OTAN](#) entre eux, à monter les pays européens contre Washington, à encourager le nationalisme en France et en Allemagne pour casser la solidarité européenne. Le tournant de la politique de Macron signifie que ces efforts qui sont demeurés sans succès pendant plus de six décennies pourraient désormais aboutir. Le président Poutine déploie aujourd'hui d'immenses ressources pour imposer en Europe occidentale la vision historiographique russe d'une « libération » de l'Europe par l'Armée rouge. On comprend pourquoi : il s'agit de faire oublier que pour la moitié de l'Europe « libérée » par l'Armée rouge, un asservissement a été remplacé par un autre, durant quatre décennies. Le président russe veut rejouer Yalta et Potsdam, mais, à ce qu'il lui semble, avec de meilleures cartes encore qu'en 1945. D'où sa proposition en janvier 2020 d'organiser une rencontre des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui a reçu le soutien du président Macron. Une telle rencontre serait présentée en Russie comme l'apothéose du président Poutine, au moment où se prépare une succession périlleuse. Les arrière-pensées de cette initiative ont été expliquées par Vladimir Vassiliev, un expert de l'Institut du Canada et des États-Unis. Une « fenêtre d'opportunités » se présente actuellement à la Russie, qu'elle doit mettre à profit. En effet les deux protagonistes occidentaux qui résistent traditionnellement à Moscou sont en position de faiblesse : les États-Unis sont paralysés par l'affaire de l'« impeachment », la Grande-Bretagne se débat dans les difficultés sans nombre du Brexit. Quant à la France, selon Vassiliev, elle ambitionne d'arracher à l'Allemagne le leadership de l'Europe, ce dont le président Macron a besoin pour booster sa popularité en berne. Tous ces facteurs engendrent, à en croire Vassiliev, « une configuration nouvelle qui offre à la Russie la possibilité de se faire reconnaître sur le plan international comme une grande puissance » [22].

L'évolution du président français est d'autant plus mal venue que la Russie entre dans une phase de succession. La crise interne qu'elle connaît, sans être aiguë, n'en est pas moins préoccupante. La Russie a perdu 259 000 habitants durant les trois premiers trimestres de 2019, chiffre record depuis 2008. En dépit des flux migratoires elle a recommencé à se dépeupler en 2018, avec une perte de 96 400 habitants [23]. Un sondage de novembre 2019 révèle que 53% des jeunes Russes souhaiteraient émigrer (40% en 2018) [24]. Les caisses de l'État sont pleines mais la population russe ne cesse de s'appauvrir, à l'exception des catégories privilégiées proches du pouvoir. La situation interne est telle que les dirigeants russes vont être obligés de faire des réformes, sauf si le projet européen du Kremlin se concrétise, ce qui permettrait à la machine de puissance russe de puiser à pleines mains dans les ressources humaines, matérielles et technologiques de l'Europe. Citons encore Douguine



qui a l'avantage de la franchise : quand « l'Europe [25] sera entrée dans notre Union eurasiennne [...] nous prendrons leurs technologies d'un seul coup : plus besoin de gaz et de pétrole pour les obtenir au compte-gouttes. Voilà la modernisation et l'européanisation de la Russie. [26] » Autrement dit la politique française actuelle risque de contribuer à maintenir au pouvoir en Russie le clan tchékiste (avec ou sans Poutine, peu importe) qui menace le monde entier de ses armes nucléaires, qui étouffe la Russie, l'abêtit par sa propagande et songe aujourd'hui à la couper d'Internet. Alors qu'un échec de politique étrangère, la perception que la politique de force poutinienne a entraîné la Russie dans une impasse pourraient amener un remplacement des élites dirigeantes, l'arrivée au pouvoir d'hommes préoccupés par les problèmes réels de la Russie et non par la reconstruction du passé, qui donneraient la priorité à des réformes orientées vers une amélioration de la situation de la population russe, comme cela a souvent été le cas dans l'histoire de ce pays. Qu'une telle possibilité existe et soit redoutée par Poutine est attesté par certaines modifications de la constitution de 1993 que le président russe a proposées en janvier 2020 : ainsi les futurs candidats à la présidence russe doivent avoir résidé en permanence sur le territoire de la Fédération de Russie depuis au moins 25 ans et ne pas avoir la nationalité ou le permis de séjour d'un État étranger, non seulement au moment de leur participation à l'élection, mais également par le passé ; l'accès aux hautes fonctions de l'État sera interdit à tous ceux qui ont une nationalité étrangère, un permis de séjour ou tout autre document leur permettant de résider à titre permanent dans un autre pays ; enfin Poutine se propose de modifier l'alinéa 4 de l'article 15 de la constitution eltsinienne qui affirme la priorité du droit international. Toutes ces dispositions montrent que le président russe se préoccupe de pérenniser sa politique de confrontation avec l'Occident en la gravant dans la constitution.

Vladislav Sourkov, l'ex-propagandiste du Kremlin, annonçait récemment dans un article très remarqué que le régime poutinien allait faire des émules à l'étranger. On se rappelle qu'aux dernières élections présidentielles françaises (2017) trois des principaux candidats sur quatre étaient pro-russes ; on voit ce qu'il est advenu du quatrième. Depuis des années, avec la patience de l'eau qui use la pierre, le Kremlin a déployé ses réseaux d'influence, dans le monde politique, dans les think tanks, [dans les media](#) et dans le monde de la culture. Aujourd'hui la masse critique paraît atteinte et ce long travail souterrain mené depuis trente ans semble sur le point de porter ses fruits. Avant de s'en rendre compte, notre pays risque de perdre sa liberté et son honneur, tout cela au nom du « réalisme », cette « toxine que l'esprit de dictature secrète, pour les autres », comme l'a finement noté Georges Bernanos en août 1940 [27].

Et n'oublions pas [les risques de la poutinisation idéologique](#). La Russie s'efforce de diffuser en dehors de ses frontières la vision géopolitique néoeurasiennne qui imprègne sa politique depuis le second mandat de Boris Eltsine. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'intérêt pour Moscou du rapatriement prochain en grande pompe de la dépouille du général Gudin, un général de Napoléon mort en Russie, qui doit marquer un « nouveau départ dans les relations diplomatiques » entre la France et la Russie [28]. Les historiens russes multiplient les prévenances à l'égard de leurs collègues spécialistes de Napoléon. On évoque à ce propos le retour des cendres de Napoléon en décembre 1840. En réalité, il est un autre précédent que l'on ne mentionne pas, beaucoup plus pertinent celui-là du point de vue de la similitude du contexte et des arrière-plans idéologiques de l'opération : il s'agit du rapatriement des cendres de l'Aiglon en décembre 1940, cadeau fait par le Führer à la France pour inaugurer l'ère de collaboration entre la France et l'Allemagne. L'idée de Benoist-Méchin, l'instigateur de cette

initiative du côté français, un chaud partisan de la collaboration, était de populariser à travers le souvenir de Napoléon le projet d'une hégémonie continentale en Europe construite sur l'hostilité aux Anglo-saxons. Ce thème est développé dans l'entourage de Rosenberg, en particulier par Werner Daitz, qui ambitionne d'élaborer la structure économique du continent européen autarcique sous le leadership de l'Allemagne. C'est lui qui lance le slogan : « L'Europe aux Européens » et esquisse la théorie de l'économie du Grand espace (« *Grossraumwirtschaft* »), notion reprise par Alexandre Douguine. En mars 1944, Daitz fait une conférence à Paris, invité par un groupe appelé « Collaboration, un rassemblement d'énergies françaises pour l'unité européenne ». Cette conférence est intitulée « La politique continentale de Napoléon, une anticipation de la politique européenne du Reich ». Daitz cherchait à flatter son auditoire français en déclarant que Napoléon avait été le premier dirigeant moderne à mener une politique de « Grande Europe » fondée sur la rupture avec l'Angleterre. Bref Napoléon avait commencé ce qu'Hitler essayait d'achever, grâce à une alliance avec la France [29]. Ces mêmes ingrédients idéologiques sont présents aujourd'hui. Pour Douguine « la Troisième Rome, le Troisième Reich et la Troisième Internationale sont des éléments qu'il faut connecter dans la révolte contre le monde moderne. » [30]

En 1940 la France était si démoralisée qu'elle s'est installée dans la collaboration par résignation, persuadée que la démocratie avait perdu la partie face aux régimes d' « hommes forts ». Aujourd'hui on constate les symptômes d'une démoralisation analogue et la fascination chez nombre de nos concitoyens pour les succès de l' « homme fort » Poutine. Il n'est que de voir les titres dans notre presse : « Poutine rafle la mise » « Poutine l'arbitre au Moyen-Orient » « Poutine a gagné son pari » etc... On nous persuade que les démocraties sont perdantes parce que leur politique étrangère est entravée par les considérations humanitaires, le respect des règles. On nous appelle à être « réalistes », autrement dit à nous ranger du côté des gagnants et à nous soumettre à la loi du plus fort. C'est oublier que l'histoire n'a pas dit son dernier mot. **Nombre de dictateurs ont longtemps bénéficié d'une chance infernale avant de connaître une fin lamentable.** Poutine semble avoir le dessus au [Moyen-Orient](#) et ailleurs mais comme son ascendant sur ses « partenaires » tient à son absence d'inhibition dans l'emploi de la force et à l'encouragement qu'il donne à chacun de suivre ses pires penchants, il est clair qu'il ne pourra qu'entretenir le chaos et non construire une paix durable. Quant aux démocraties libérales, elles connaissent des échecs non à cause de leurs principes, mais parce qu'elles manquent de lucidité, d'esprit de suite, de compétence et de courage. Irons-nous jusqu'à faire le choix de la servitude volontaire ?

*Copyright Février 2020-Thom/Diploweb.com*

---

En Russie, Vladimir Poutine a annoncé qu'il pourrait se présenter à un 5ème mandat présidentiel. L'opposition dénonce un braquage démocratique. Analyse avec Pierre Verluise, fondateur du site internet "<https://t.co/7gFJaz8KaZ>".  
[pic.twitter.com/EuYVy65GQO](https://t.co/7gFJaz8KaZ)

— TV5MONDE Info (@TV5MONDEINFO) [March 11, 2020](#)

---

## Plus

. **Françoise Thom, *Comprendre le poutinisme* , Paris, Desclée De Brouwer, 2018,**

*4e de couverture*

Comment définir le régime de Poutine ? S'agit-il d'un autoritarisme camouflé sous des décors démocratiques ? Avons-nous affaire à une forme d'autocratie, dans la continuité de l'histoire russe, ou à une oligarchie mafieuse ? Quelle est l'influence de l'ex-KGB, sur le mode de pensée des hommes du Kremlin et sur leurs méthodes de gouvernement ? Le régime peut-il survivre à son homme fort ? Pourquoi l'opposition donne-t-elle une impression de faiblesse et de division face à un pouvoir dont les échecs sont aujourd'hui flagrants ?

Pour répondre à ces questions, l'auteur se penche sur la genèse et l'histoire du poutinisme. Elle souligne la place de la « com » dans ce système mêlant archaïsme et modernité. La politique étrangère de la Russie est analysée à travers les évolutions de sa politique intérieure. Ainsi apparaît le paradoxe de ce pays : l'affirmation d'une « civilisation russe » tournant le dos à l'Occident cache la passion nihiliste qui anime le Kremlin et qui exerce une influence délétère, en Russie et à l'étranger.

Voir [le livre sur site de l'éditeur](#)

---

## P.-S.

Françoise Thom, spécialiste de l'URSS et de la Russie postcommuniste, enseigne l'histoire à l'université Paris-Sorbonne. Elle a publié de nombreux ouvrages, dont « Les Fins du communisme » (1994), « Beria : le Janus du Kremlin » (2013), : « Géopolitique de la Russie » (avec J.-S. Mongrenier, 2016) et « Comprendre le poutinisme » (Desclée de Brower, 2018)

---

## Notes

[1] Andrej Kolesnikov, « Bremia, vperjod ! » *Kommersant*, 26/05/2018.

[2] Maksim Rubčenko, « Proboj izolacii », *RIA Novosti*, 29/05/2018.

[3] « Konec NATO : Makron khočet, štoby Rossia zaščitila Evropu ot Sša », *Narodny Korrespondent*, 1/09/2018.

[4] « Što označacet dlja Ukraini znamenitaja reč Makrona », *Russkaja Pravda*, septembre 2018.

[5] "Il faut réinventer nos rapports avec la Russie", plaide Hubert Védrine, *L'Opinion* 17/08/2019.

[6] V. à ce propos Vladimir Kornilov, « Rossiiskaja strategija Makrona vstrevožila komandu Sorosa », *RIA Novosti*, 14/10/2019.

[7] Stanislas Tarasov, « Solnce dlja Gruzii opiat' budet voskhodit' na severe », *Regnum*, 26/10/2019.

[8] NDLR : Faut-il ici comprendre Europe géographique ou Europe communautaire ? Dans les deux cas l'Union européenne serait concernée.

[9] Aleksandr Dugin, « Nam nado zakhvatit' Evropy, zavoevat' i prisoedinit' » *snob.ru*, 13/03/2014.

[10] « Sur l'entrée de l'Albanie et la Macédoine dans l'UE, Macron déçoit ses alliés », *Huffpost*, 18/10/2019.

[11] « Makron rešil stat' glanvym nacionalistom Evropy », *Vzgliad*, 20/10/2019.

[12] Igor Poliakov, « Makron ne khočet videt' ukrainskie bandy vo Francii », *Mirovoe Obozrenie*, 1/11/2010.

[13] « Gibridnaja vojna v Evrope », *Grani*, 14/12/2019.

[14] Romain Herreros, « Macron dézingue l'Otan "en état de mort cérébrale" et plaide pour l'Europe de la Défense », *Huffpost*, 7/11/2019.

[15] « SMI soobščili o reakcii Makrona po pismu Putina », *Rbc*, 28/11/2019.

[16] « Što označaeet dlja Ukraini znamenitaja reč Makrona », *Russkaja Pravda*, septembre 2018.

[17] Interview sur Europe 1, 18/10/2019.

[18] Ivan Danilov, « Pridëtsa brat' Berlin i Pariž », *RIA Novosti*, 30/05/2018.

[19] Cité in : Alfred Rambaud, *Histoire de la Russie*, Paris, Hachette, 1893, p. 145.

[20] Michael Isikoff, David Corn, *Russian Roulette*, Hachette Book Group, 2018, p. 38.

[21] Record of the Meeting of Comrade I.V. Stalin with the Secretary of the CC French Communist Party Thorez, Moscow, 18 November 1947, Wilson Center digital archive.

<https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/134385>

[22] « Ekspert ocenil predloženie Putina provesti vstreču postojannykh členov Sovbeza OON », *Podmoskovie sevodnia*, 24/01/2020.

[23] « Demografičeskaja katastrofa : nasalenie Rossii rekordno sokraščaeetsa », *pravda-tv.ru*, 13/12/2019.

[24] « Levada Centr :53 % molodykh Rossijan khotjat uekhat' iz strani », *Vedomosti*, 26/11/2019.

[25] NDLR : Ici il s'agit très probablement de l'Europe communautaire, soit l'Union européenne.

[26] *Newsland*, 12 /04/13. Interview d'A. Douguine sur *tv.russia.ru*.

[27] Georges Bernanos, *Le Chemin de la Croix-des-âmes*, in : *Scandale de la vérité*, Editions Robert Laffont, 2019, p. 563.

[28] Marc Leplongeon et François Malye, "L'Élysée a demandé à la Russie le rapatriement du corps du général Gudin", *Le Point*, 15/12/2019.

[29] Becker, Peter ;Barrett, Michael ;Herzstein, Robert E. « FROM GREATER GERMAN REICH TO GREAT REGION ECONOMY : WERNER DAITZ AND NAZI POSTWAR PLANNING, 1939-1944. » *The Proceedings of the South Carolina Historical Association*, 1981, p. 142-155.

[30] *Le Monde*, 4 juin 2014.